

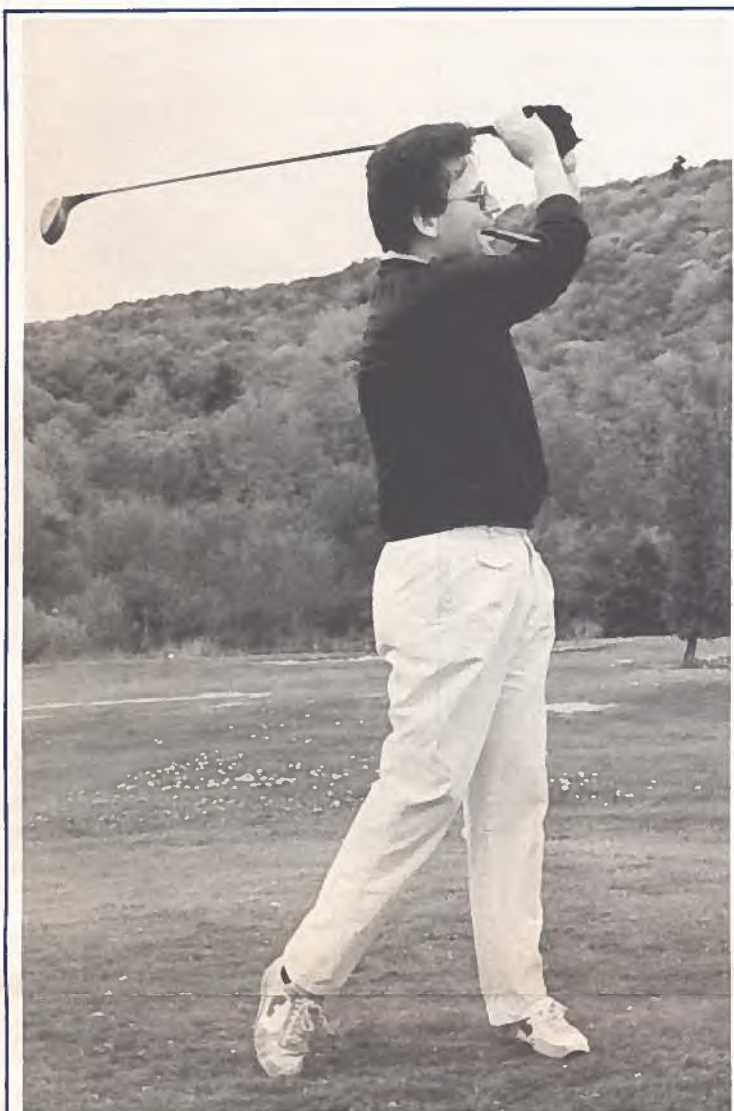
COMMUNICATIONS

Juillet 1988

 Communications
Canada

Express

Canada



Le sous-ministre adjoint à la gestion intégrée, M. Michael Binder a fait étalage de sa forme au 19^e tournoi annuel de golf, le 19 mai. (Voir **Golf 88**, page 2.)

Politique de redressement de l'industrie canadienne de la distribution cinématographique

Le projet de loi sur l'importation des produits cinématographiques récemment déposé en Chambre par la ministre des Communications, Mme Flora MacDonald, permettra d'injecter des fonds devenus fort nécessaires dans l'industrie cinématographique canadienne et créera un marché canadien "distinct et indépendant" dans le secteur de la distribution du film.

"Notre secteur de la distribution n'était pas constitué de façon à permettre de boucler le cycle de production/distribution/présentation à l'échelle nationale," explique John Watt, directeur de la Politique et des programmes du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore. Les distributeurs canadiens ne sont pas de taille à entrer en concurrence avec les firmes américaines, qui souvent ne concluent des affaires que si le marché canadien est inclus sans qu'il ne leur en coûte rien. Les recettes générées par le film au Canada aboutissent aux États-Unis et ne sont d'aucune façon réinvesties dans l'industrie cinématographique canadienne.

Les distributeurs canadiens ont eu un succès marginal avec les films étrangers indépendants, de poursuivre M. Watt. Ces films n'intéressent généralement pas les grands distributeurs parce qu'ils présentent des risques élevés, qu'ils sont souvent produits avec un petit budget et qu'ils n'offrent pas tellement de possibilités pour ce qui est des marchés américains.

Selon M. Watt, la venue du

magnétoscope dans les demeures a contribué à changer la situation. "Soudainement, un marché secondaire s'est créé. Un film a maintenant une durée de rentabilité variant entre sept et huit ans, ce qui amène les grandes entreprises de distribution à s'intéresser davantage aux films marginaux et, par conséquent, à accaparer le marché des plus petits distributeurs."

Ainsi, M. Watt estime que les revenus du marché canadien de la distribution cinématographique ont diminué de près de 40 p. 100 entre 1982 et 1984.

En vertu de la nouvelle loi relative à l'importation des produits cinématographiques, les films étrangers devant être distribués au Canada doivent être importés en vertu d'un accord selon lequel il n'existe aucun lien avec tout autre contrat de distribution. Le projet de loi vise les films indépendants et non les films produits dans des studios qui possèdent déjà leurs propres entreprises de distribution au Canada.

Le distributeur doit signer un affidavit déclarant les conditions en vertu desquelles le film est importé. Les demandes doivent être approuvées ou rejetées par le nouveau Bureau d'importation des produits cinématographiques. Les distributeurs qui ne se conforment pas à la procédure prescrite sont passibles d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 200 000 \$ par jour.

"Les producteurs indépendants nous disaient qu'ils voulaient faire

affaire au Canada et exploiter notre marché. Cependant, ils ne le pouvaient, à cause des huit ou neuf grandes entreprises de distribution qui utilisent le marché américain comme levier financier pour accaparer gratuitement le marché canadien."

Au dire de M. Watt, une entreprise américaine confiait auparavant en sous-traitance la distribution d'un film étranger à une entreprise canadienne qui, en retour, remettait tous les revenus générés par le film au Canada à l'entreprise américaine, qui utilisait cet argent pour compenser ses frais de promotion sur le lucratif marché américain.

Le projet de loi sur l'importation des films se conjugue à une disposition de la Loi sur Investissement Canada qui interdira la prise de contrôle d'entreprises de distribution appartenant à des intérêts canadiens ou contrôlés par des intérêts canadiens et qui limitera les nouvelles entreprises à la distribution de films pour lesquels elles possèdent des droits de distribution à l'échelle mondiale ou dans lesquels elles ont investi au moins 50 p. 100 des frais. Les acquisitions d'entreprises canadiennes appartenant à des intérêts étrangers feront l'objet d'un examen attentif.

Outre ces nouvelles mesures, un montant de 200 millions de dollars a été alloué au cours des cinq

Politique
suite à la page 2

Les résultats du sondage des ressources humaines seront publiés prochainement

Le sondage effectué par le service des ressources humaines sur les attitudes des employés du Ministère à l'égard de leur travail est maintenant terminé et la Direction de l'évaluation des programmes fait actuellement l'analyse des réponses obtenues.

Les résultats préliminaires du sondage, mené en février et en mars, ont été présentés aux cadres supérieurs du Ministère ainsi qu'à certains groupes d'employés.

Des rencontres seront organisées au cours des prochains mois afin de faire connaître les résultats du sondage à tous les employés. Ces derniers pourront alors dire s'ils croient que l'interprétation donnée par le Ministère traduit fidèlement leurs points de vue. Chaque employé recevra également un résumé écrit des résultats du sondage.

Diverses questions d'intérêt pour les employés ont été abordées dans le cadre de

l'enquête. Les répondants ont en effet été invités à donner leurs impressions sur leur satisfaction au travail, leur perception de la direction, les perspectives d'avancement, le stress, la motivation et divers autres sujets.

Plus de 66 p. 100 des employés du ministère des Communications des différents bureaux, catégories d'emploi et régions ont répondu au questionnaire, qui est de nature confidentielle.

L'enquête a également permis aux employés d'indiquer les changements qu'ils souhaiteraient voir apporter au Ministère. Plus de la moitié des répondants ont formulé des commentaires à cet égard.

Les résultats du sondage seront pris en considération dans le cadre des processus de planification interne du Ministère.

A l'intérieur

- Le Ministère déplore le décès de C. Burke, p. 2
- Les communications au Sommet, p. 3



- Des chercheurs mettent au point une technique de secourisme, p. 4
- Qui fait quoi, p. 5, 6

Ken Hepburn: la cuisine raisonnée

par Amy Heron

Responsable d'un secteur qui a trait aux services juridiques, à l'information, aux affaires internationales et aux relations fédérales-provinciales, le sous-ministre adjoint principal, M. Ken Hepburn, tel un chef cuisinier, possède l'art d'apprêter la sauce.

"Nous pouvons travailler dans un secteur donné et en favoriser le rendement si l'on sait ce qui se passe dans les autres secteurs du Ministère et que l'on est prêt à y prendre part lorsqu'il y a lieu."

D'après M. Hepburn, "les responsabilités du secteur de la coordination des politiques ne se limitent pas à la seule coordination des activités. Rassembler trois bouts de papier et les attacher à l'aide d'un trombone ne suffit pas. Nous accomplissons évidemment bien davantage."

Loin de se contenter de la simple coordination, à titre de sous-ministre adjoint principal, M. Hepburn

est souvent appelé à remplacer le sous-ministre. Il y a plusieurs années, il a rempli les fonctions de S.-M. à titre intérimaire pendant six mois.

À la fin des années 1950, M. Hepburn est entré à l'emploi du ministère des Transports (il faisait alors partie du "Broadcast Engineering Group" qui devait plus tard relever du ministère des Communications), à titre d'ingénieur. Après avoir travaillé à Toronto et à Edmonton, il est rentré au service du nouveau ministère où il a gravi les échelons du secteur des politiques en télécommunications pour finalement en devenir le directeur général. Il a aussi occupé divers postes de SMA, notamment à la gestion du spectre et à ce que l'on nommait anciennement "Industrie et Technologie".

Son expérience de travail dans la plupart des secteurs du Ministère constitue pour lui un atout certain, car les responsabilités du groupe de la coordination des politiques

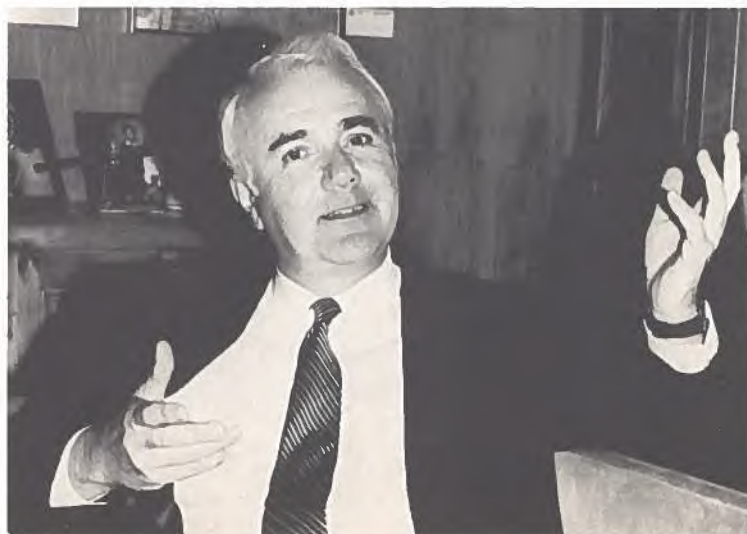
touchent presque tous les secteurs d'activités du Ministère.

"Nous nous efforçons de consolider les liens qui existent entre les différents secteurs du Ministère et d'utiliser ces liens pour bien concerter le travail effectué."

M. Hepburn estime que la séance annuelle de planification stratégique est d'une importance

toute particulière. "Ces séances nous permettent de voir dans une perspective environnementale tout ce qui se produit et qui est de conséquence pour notre mission. Lorsque les différents secteurs nous font part de

Hepburn
suite à la page 2



Le sous-ministre adjoint principal, M. Ken Hepburn.

Bonnes vacances!

Le ministère des Communications déplore le décès de Chris Burke



Le décès prématuré de Chris Burke le dimanche 26 juin constitue pour nous tous une perte inestimable. Chris est décédé des suites d'une crise cardiaque.

Ceux qui ont connu Chris et qui ont travaillé à ses côtés lorsqu'il était directeur général de la radiodiffusion et des industries culturelles savent à quel point il était profondément admiré et respecté pour sa personnalité, pour ses bons et loyaux services qu'il a rendus et pour ses qualités de chef qu'il a exercées dans le domaine de l'élaboration des politiques du gouvernement relatives à la radiodiffusion et aux industries culturelles.

Chris était aussi un excellent dramaturge, directeur artistique et promoteur de grand talent dans la région d'Ottawa.

Les contributions du Ministère et de la communauté théâtrale serviront à créer une bourse commémorative portant le nom de Chris. Cette bourse sera ainsi remise chaque année à un dramaturge prometteur inscrit à des cours de théâtre dans une des universités d'Ottawa.

La famille de Chris a demandé que les gens n'envoient pas de fleurs, mais effectuent plutôt des dons à la Fondation de l'Ontario des maladies du cœur.

Les personnes qui désirent faire un don peuvent s'adresser à leur coordonnateur de secteur ou au chef de cabinet de leur sous-ministre adjoint. Elles devraient alors indiquer dans quel fonds elles désirent verser leur don.

Chris laisse dans le deuil sa femme Debby et son fils Andrew.

Des liens à créer, ou l'opération «délirer des noeuds»

par Carole Grenier

Tourisme, culture et multiculturalisme. Trois maillons de la chaîne entourant une conférence nationale des 17, 18 et 19 avril derniers au Palais des congrès de Montréal.

Intitulé «Des liens à créer», l'événement a engendré le rassemblement d'organismes directement concernés par le tempo culturel. De fait, le tout a suscité la participation active du Secrétariat d'État, le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le ministère des Communications.

Selon certains, le fait d'avoir rassemblé environ 350 personnes provenant des milieux intéressés par cette rencontre représente en lui-même le plus grand impact que ce week-end ait eu jusqu'à maintenant. Ce rapprochement provoqué par la conférence était en fait l'objectif premier des principaux organisateurs.

Antonine Maillet, auteure acadienne renommée, ainsi que le réputé Edmund C. Bovey coprésidaient la conférence. L'ouverture fût animée par le maître des

«Beaux Dimanches» du réseau français de Radio-Canada, Henri Bergeron.

Afin de donner une perspective précise de la situation plusieurs ateliers se sont greffés aux thèmes principaux. Un des premiers volets encadrait les activités culturelles canadiennes d'envergure tels le Carnaval de Québec, le Festival international de jazz de Montréal, le Bal de neige et plusieurs autres.

De plus neuf ateliers thématiques ont approfondi la réflexion portant sur les diverses facettes des ressources, de la commercialisation et de l'incidence économique rattachées au triangle culture-multiculturalisme-tourisme.

Ensuite, un deuxième volet a réuni les responsables de succès touristiques internationaux tels que le festival d'Avignon, le festival international de Berlin, le Chinatown de San Francisco, la Nouvelle-Orléans et j'en passe.

Plusieurs questions ont été soulevées pour en arriver à cerner la façon dont s'articulent culture, multiculturalisme et tourisme. Certaines

discussions, par exemple, ont fait ressortir la nécessité de prolonger la principale saison touristique (l'été) et d'apprivoiser l'hiver. Avec un potentiel touristique estimé à 23 millions de visiteurs, le Canada doit assurer l'authenticité et la qualité de son produit culturel et touristique.

"Nous nous réjouissons que cet événement sans précédent ait permis de créer des liens et d'assurer un rapprochement entre les secteurs culturel, touristique et multicultural. Les conditions de la poursuite de la collaboration développée ces derniers jours sont beaucoup mieux connues et perçues par les trois partenaires impliqués et augurent favorablement à un partenariat honnête, riche et véritable," ont déclaré les co-présidents à la fin de la conférence.

Un mécanisme d'évaluation de la rencontre et de ses effets a été mis en branle et devrait s'étendre sur un an. Le tout sera regroupé dans un compte-rendu officiel sur la conférence. Ce rapport devrait être publié d'ici peu.

Golf 88



Les gagnants du 19^e tournoi annuel de golf. De gauche à droite: Marg Schur (le compte brut le plus bas — femmes), Gisèle St-Amand (le compte net le plus bas — femmes), Joe Larocque (le compte brut le plus bas — hommes) et Ray Charron (le compte net le plus bas — hommes).

Le dix-neuvième tournoi annuel de golf du ministère des Communications a fait cette année de nombreux gagnants. Au total, 132 employés du Ministère ont pris, le 19 mai dernier, un départ au terrain de golf Kingsway dans les collines de la Gatineau.

Chez les femmes, Marg Schur, du CRC, a remporté les honneurs de la catégorie du compte brut le plus bas, tandis que Gisèle St-Amand, de l'administration centrale, s'est distinguée au niveau du compte net le plus bas. À la différence du compte net le plus bas, le compte brut le plus bas ne comprend pas de handicap.

Joe Larocque, des finances, a obtenu le compte brut le plus bas chez les hommes. Ray Charron, de l'administration centrale, a pris le compte net le plus bas.

L'heureuse gagnante du tirage 50/50 (50 p. 100 des frais de participation perçus) a été Francine Bertrand de la DGTP.

Les organisateurs du tournoi, Suzanne Allain et Roy Medaglia, ont été agréablement surpris par l'appui et l'enthousiasme qu'a suscités ce tournoi.

"Félicitations à tous les gagnants" de la part de Suzanne.

Hepburn

suite de la page 1

leurs visions stratégiques, nous sommes en mesure d'agencer leurs aspirations à l'intérieur d'un plan qui touche l'ensemble du Ministère. Cela donne lieu, je crois, à l'élaboration d'un plan exhaustif qui n'est pas unidimensionnel."

M. Hepburn croit qu'il y a encore place à l'amélioration. "Je suis convaincu que, de plus en plus, les discussions au sein des vastes secteurs du Ministère, sont axées sur la planification; toutefois, cette tendance devra s'accroître. Nous devons être davantage conscients que nos tâches quotidiennes influent sur les diverses composantes du Ministère et sur le public, et ce fait doit se refléter dans le processus de planification. Il s'agit également d'un exercice de communication qui permet à chacun de bien saisir l'importance de la politique publique et de la recherche, si l'on veut exercer

une influence sur des aspects très fondamentaux de la vie canadienne.

Au cours des prochaines années, la planification stratégique reflétera la convergence des deux principaux points d'intérêt: le médium et le message. "Nous avons effectué un examen exhaustif de la radiodiffusion et une révision en profondeur de la politique en matière de télécommunications. Il nous faut maintenant voir où ces deux éléments convergent dans le secteur des systèmes d'information."

Et sur le plan personnel, quels sont les projets de M. Hepburn?

"Je suis très heureux dans mon poste actuel. Cela ne fait aucun doute. Toutefois, je me demande parfois si le temps n'est pas venu de partir à la découverte de nouveaux horizons. Mais je n'ai pas encore trouvé d'occupation comparable, qui m'apporterait autant d'intérêt et de satisfaction."

Politique

suite de la page 1

prochaines années à l'appui de l'industrie canadienne de la production et de la distribution cinématographiques. Cette somme comprend un montant de 85 millions de dollars qui constitue un fonds de distribution du film qui servira à consolider la position de nos distributeurs. Les autres 115 millions de dollars seront distribués aux producteurs canadiens pour appuyer l'activité de production, de doublage et de sous-titrage de films canadiens.

M. Watt estime que l'industrie verra d'elle-même à se conformer à la loi. "Les distributeurs deviendront des entreprises ayant conscience de leurs obligations sociales en raison des fortes amendes prévues et parce

qu'elles sont des sociétés publiques responsables auprès de à leurs actionnaires." Les informations fournies sur les affidavits seront également publiées sur une base régulière.

La nouvelle loi devrait favoriser la production d'un plus grand nombre de films de meilleure qualité qui seront projetés sur les écrans du Canada et dont les recettes de la distribution seront injectées dans l'industrie canadienne.

"Nous ne serons pas pour autant limités aux produits canadiens, affirme M. Watt. Nous ne faisons que nous ménager le meilleur des deux mondes."

Anthony (Tony) Fodero

Après une longue lutte contre le cancer, Tony Fodero est décédé le 27 juin 1988.

Tony est entré au service du Ministère en 1972 à titre d'inspecteur radio au bureau de district de Toronto. Depuis 1985, il occupait le poste d'agent régional de planification des télécommunications en cas d'urgence pour la région de l'Ontario.

Tony était toujours prêt à relever de nouveaux défis. Ses nombreux amis et collègues de travail n'oublieront jamais sa diligence et sa compétence dans l'exercice de ses fonctions.

Tony laisse dans le deuil sa femme Marney et ses deux enfants.

La campagne de Centraide commencera en septembre.



L'entraide à son meilleur

Nous voulons recevoir les nouvelles

Communications Express invite tous les lecteurs à nous faire parvenir lettres, commentaires ou articles.

Prière d'adresser toute correspondance à :
Communications Express
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

19^e étage
Immeuble Journal Nord
300, rue Slater
Ottawa, (Ontario)
K1A 0C8

COMMUNICATIONS
Express Canada

Communications Express est publié pour les employés du ministère des Communications par la direction générale de l'information.

Téléphone: (613) 990-4841

Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles du Ministère.

ISSN: 0833-5400

Les communications au Sommet économique

par Marie-Christine Dufour

À Toronto, pendant que les chefs des sept grandes puissances économiques discutaient de commerce et de la dette des pays du tiers monde, le personnel du ministère des Communications gisait les ondes hertziennes pour les délégations, la sécurité et les journalistes.

Les membres de l'équipe préposée au Sommet, recrutée parmi les employés du bureau de district de Toronto, des Télécommunications gouvernementales de la région de l'Ontario et de la station de surveillance Acton, ont réuni leur expertise et leur équipement pour gérer tous les aspects des communications reliées à ce grand événement.

Pendant plus d'un an, M. Mike Power, directeur du district de Toronto, a travaillé en étroite collaboration avec les organisateurs du Sommet à la préparation de cette activité de trois jours. Il s'est essentiellement occupé de la surveillance et de l'allocation du spectre radioélectrique.

"L'allocation d'un spectre additionnel dans une région occupée comme Toronto exige une planification minutieuse," d'expliquer M. Power. "Les mesures de sécurité sont rigoureuses et les fréquences allouées ne doivent pas subir d'interférences." Toronto est la ville du Canada la plus surchargée sur le plan du spectre radio.

L'équipement des stations de surveillance Acton a servi à déterminer les modèles de fréquence dans le centre-ville de Toronto et à trouver la meilleure façon de répondre aux besoins des délégations.

Des mesures spéciales ont été prises avec les utilisateurs réguliers du spectre, entre autres les entreprises de messagerie et les systèmes de téléavertisseurs, afin de libérer certaines bandes qui ont pu ainsi être mises à la disposition des participants au Sommet. Au total, environ 400 fréquences ont été examinées et 200 libérées pour l'occasion.

Pendant le sommet, le personnel du bureau de district a exercé une surveillance continue des ondes afin de s'assurer qu'il ne se produisait aucune interférence. Les fréquences ont été en règle générale claires à l'exception de quelques petits dérangements. "À un certain moment, l'une de nos fréquences a été brouillée par une entreprise d'ébouement de l'ouest de l'État de New York. À un autre moment, une entreprise de messagerie de Toronto s'est retrouvée sur l'un de nos canaux de sécurité."

Les délégations étrangères ont utilisé leur propre équipement de communication et le ministère des Communications a dû s'assurer qu'il était compatible avec les fréquences que nous mettions à leur disposition. Nous avons également communiqué avec tous les fournisseurs

d'équipement radio de la région de Toronto afin de dresser un inventaire de l'équipement facilement disponible en cas d'urgence.

Cette précaution n'a pas été vaine, car il a fallu remplacer le système de communication entier de la délégation italienne qui était incompatible avec les fréquences que nous leur avions réservées. "Heureusement, nous avons trouvé tout le matériel nécessaire en très peu de temps."

Le nombre évalué à 2 000 délégués et à 3 500 journalistes qui assistaient au Sommet a posé un problème particulier pour le personnel du ministère des Communications. Ils avaient tous besoin du téléphone! Le service de télécommunications gouvernementales de la région de l'Ontario a fourni aux délégués 1 000 lignes Centrex et un standard opérationnel 24 heures sur 24. Mille autres lignes commerciales privées ont aussi été mises à la disposition des journalistes.

Le personnel des télécommunications a été fort occupé à installer les circuits outre-mer, les lignes de transmission de données, les systèmes de courrier électronique et de téléconférence.

Outre le MetroToronto Convention Centre où se tenait le Sommet, il a fallu installer des services de communication dans plus de 13 hôtels ainsi qu'aux sites spéciaux et au Carré du Sommet - une tente mar-



M. Mike Power, directeur du district de Toronto a accepté une plaque commémorative des mains de Barry Scarth, inspecteur de la GRC en reconnaissance de la contribution du Ministère au Sommet économique.

quise où étaient organisées des activités entourant le Sommet et des rencontres sociales.

"Le processus de planification a été fascinant quoique frustrant à certaines heures, nécessitant souvent des changements de toute dernière minute. Quoi qu'il en soit, John Linde, analyste en télécommunications, a relevé le défi avec brio", d'affirmer M. Mike Connolly, directeur des Télécommunications

gouvernementales dans la région de l'Ontario.

Le Groupe de travail sur la sécurité au Sommet a présenté une plaque commémorative au personnel du ministère des Communications en reconnaissance de leur travail diligent et compétent grâce auquel chefs d'État, délégués et journalistes ont pu sans problème communiquer avec l'extérieur pendant le Sommet de Toronto.

Scientifiques honorés par l'Institut aéronautique

Deux employés du ministère des Communications ont récemment été honorés par l'Institut aéronautique et spatial du Canada (IASC) pour leurs travaux dans le domaine du génie aérospatial et de l'aéronautique.

M. Dex Harrison, ingénieur principal au laboratoire David Florida, a reçu le prix Roméo Vachon pour son apport dans le domaine de la dynamique aérospatiale et de la mécanique orbitale tandis que M. David Zimcik, chercheur scien-

tifique au Centre de recherches sur les communications, s'est vu décerner le prix F.W.(Casey) Baldwin, pour un article qu'il a fait paraître en 1987 dans le Canadian Aeronautics and Space Journal.

L'IASC est un organisme technique et scientifique sans but lucratif qui travaille à l'avancement de la science et du génie dans les domaines de l'aéronautique, de l'astronautique et des technologies et applications connexes. Fondé en 1954, l'Institut souligne chaque

année les réalisations les plus notoires de ses membres.

Ce sont ses travaux dans la mise au point de nouvelles techniques pour mesurer de larges objets dans l'espace (tels que des satellites) qui ont valu à M. Harrison le prix Roméo Vachon. "C'est pour moi un grand honneur", a déclaré M. Harrison, ajoutant que cette distinction est le fruit d'un cheminement professionnel. Le prix Roméo Vachon a été créé en 1969 à la mémoire de l'un des plus grands pilotes de brousse du pays. Il est décerné en reconnaissance d'une contribution insigne au domaine de l'aérospatiale et de l'aéronautique.

M. Zimcik a pour sa part reçu le prix F.W. (Casey) Baldwin pour son article intitulé "Effect of Long-

term exposure to Low Earth Orbit (LEO) Space Environment on Spacecraft Materials", dans lequel il dresse une comparaison entre les données recueillies par le satellite Solar Max et celles recueillies par la navette spatiale. Les travaux de M. Zimcik ont permis de beaucoup mieux comprendre l'efficacité des matériaux utilisés pour contrôler la température des satellites orbitaux.

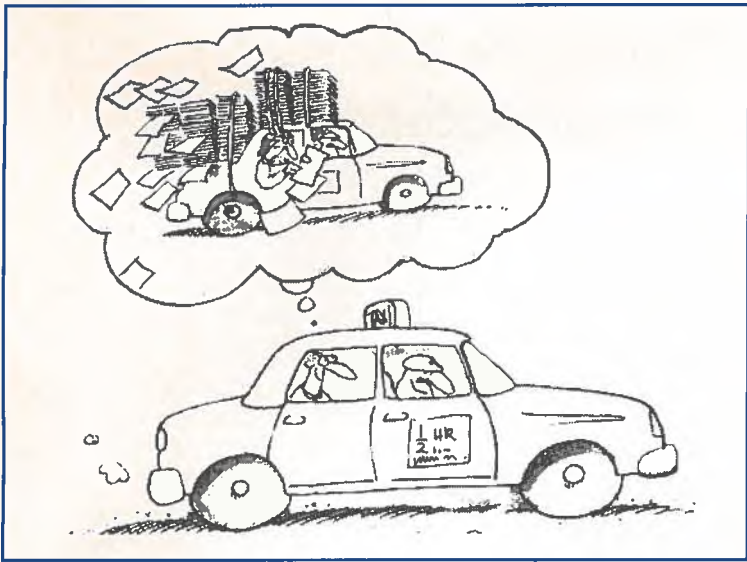
Cet article fut choisi parmi trente autres articles en nomination pour le prix F.W. (Casey) Baldwin. Le choix du jury s'est fondé sur des critères tels que l'originalité du sujet, sa pertinence dans le domaine et le style d'écriture.

M. Zimcik a apprécié travailler sur un projet aussi prestigieux que celui de la navette spatiale et du

Solar Max. "Ce fut très intéressant d'écrire cet article", a-t-il dit.

Depuis 1957, l'IASC décerne annuellement le prix F.W. Baldwin, qui porte le nom de l'ingénieur en chef de la "Aerial Experiment Association", fondée par Alexander Graham Bell. Frederick Baldwin a été le premier sujet canadien et britannique à voler. Parmi les récipiendaires passés de ce prix, notons l'astronote canadien Marc Garneau.

Les deux scientifiques ont reçu leur prix lors du dîner annuel de l'Institut qui s'est tenu le 17 mai à Montréal. La ministre des Communications, Mme Flora MacDonald, a rencontré personnellement les deux récipiendaires le 25 mai pour les féliciter.



Nouveaux coupons de taxi

Le Ministère est dans la course: lenteurs administratives et déplacements en taxi ne vont plus de pair! En effet, le ministère des Communications vient de mettre en application une procédure simplifiée pour l'utilisation des taxis dans la région de la Capitale nationale.

Auparavant, l'utilisation des taxis était régie par bon nombre de règles tout aussi frustrantes les unes que les autres. Il fallait remplir des formulaires et obtenir une autorisation avant de mettre pied dans un taxi.

"C'est comme si nous disions aux employés, y compris aux personnes qui administrent des budgets de plusieurs millions de dollars, que nous ne pouvions leur faire confiance s'ils n'avaient pas rempli de formulaire!" d'expliquer le sous-ministre adjoint à la gestion intégrée, M. Michael Binder. "Cela n'était pas approprié ni réaliste."

Dans le cadre de la nouvelle procédure mise en place depuis juin, le Ministère remplace le formulaire standard du gouvernement ainsi que les coupons de taxi de Blue Line par un coupon de taxi qui sera accepté par toutes les compagnies de taxi de la région de la Capitale nationale.

Ces coupons sont disponibles auprès des gestionnaires des centres de responsabilité, qui devront apposer leur signature sur la formule simplifiée d'utilisation des coupons de taxi. La date, le nom du passager et le numéro du coupon de taxi devront être inscrits sur la formule.

"Nous croyons que les nouveaux coupons simplifieront de beaucoup l'utilisation des taxis et réduiront au minimum le travail administratif, compte tenu de la collaboration des gestionnaires des centres de responsabilité," a dit le directeur des services administratifs et techniques, M. Brian Hepworth.

Radio de piste

Un lien vital pour le Labrador

Un système portatif radio-téléphone, mis au point en 1977 par le Centre de recherches sur les communications (CRC), s'est avéré un lien vital pour les communautés du Labrador.

Les autochtones de cette région éloignée dépendent en effet des communications par radio pour les services d'urgence, les approvisionnements ou, simplement, pour communiquer avec des membres de leur famille. Les camps de chasse et de pêche se trouvent souvent à des centaines de kilomètres de la communauté de base et les communications par bande exclusive sont pratiquement inefficaces.

La radio de piste portative donne automatiquement accès au réseau téléphonique 24 heures sur 24 sans l'intervention d'un opérateur de base.

La Société Okalakatiget, un groupe autochtone du Labrador, a convaincu la "Newfoundland Telephone Corporation" et le ministère des Communications d'installer le nouveau système afin de tenter une solution au problème du service inadéquat de communications d'urgence.

M. John Belrose, directeur du Laboratoire de propagation radioélectrique du CRC, qui a mis au point ce système de communication de radio à téléphone, assure actuellement en collaboration avec MM. Alonzo Boucher et Dale Snowden,

de la région de l'Atlantique, le soutien technique et les ajustements.

Le système de radio-téléphone à haute fréquence (HF) est à l'essai depuis trois ans. D'autre part, le fabricant de l'équipement de très hautes fréquences (VHF) fournira cet été l'équipement nécessaire pour la poursuite des essais.

Les deux systèmes ont chacun leurs avantages: "Les unités VHF se tiennent dans la main et se transportent donc mieux, mais elles ont une portée moins grande que le système HF", a expliqué M. Snowden.

"Nous ferons l'essai de deux répéteurs (stations-relais) qui seront

placés au sommet de montagnes. Ces répéteurs devraient élargir la portée des unités VHF", de poursuivre M. Snowden. Le nouveau système VHF est plus fiable et moins sensible aux interférences ionosphériques.

La Société Okalakatiget et le ministère des Communications sont soucieux de faire des essais comparatifs sur les deux systèmes. Les responsables de communautés admettent que le nouveau système radio a déjà rendu des services inestimables dans des situations d'urgence.

Le ministère des Communications a 20 ans

Les préparatifs des célébrations qui marqueront le vingtième anniversaire du Ministère en avril 1989 vont bon train.

Un comité formé de représentants des divers secteurs et régions prépare ces célébrations. Le comité, qui se réunira de façon régulière tout au long de l'année, invite tous les employés et employés du ministère des Communications à lui faire parvenir leurs suggestions.

Pour toute suggestion, veuillez communiquer avec l'un des représentants de votre secteur au sein du comité.

Le président du Comité des festivités du vingtième anniversaire du Ministère est Philip Kinsman (DGIS). Les représentants des secteurs sont Jean Bélanger (ADMCM), Tom Tegtmeier (ADMCM), David Black (SADM), David Waung (ADMTT), Kate Cockerill (ADMSM) et Louise Lafleur (DGIS).

Les représentants des régions sont Rose Sirois (Pacifique), Tim Hibbard (Centre), Marie-Christine Dufour (Ontario), Jean-Guy Beaupré (Québec) et Camille Leblanc (Atlantique).

Des chercheurs mettent au point une technique de secourisme

Les communications par satellite permettent de sauver des vies dans les situations d'urgence, explique M. Jack Chambers, directeur des Systèmes de communications par satellite au Centre de recherches sur les communications (CRC) du Ministère. Cette technologie peut aider les équipes d'auxiliaires médicaux à administrer les premiers soins aux personnes venant de subir une crise cardiaque ou faciliter les activités de recherche et de sauvetage.

M. Chambers et son équipe d'ingénieurs et de techniciens ont contribué à faire du Canada un chef de file dans la mise au point de la technologie par satellite.

"De tous les pays développés, nous sommes probablement le pays qui a le plus besoin de satellites, en raison de l'immensité de notre territoire et du fait que beaucoup de gens vivent dans des régions éloignées. La configuration du territoire rend par surcroît très difficile l'installation de systèmes terrestres (au sol) qui permettraient de rejoindre ces personnes."

Les scientifiques du CRC vérifient actuellement, en collaboration avec le personnel du service d'ambulance aérienne du gouvernement de l'Ontario, le degré d'efficacité de nos satellites à surmonter les contraintes géographiques. On installe actuellement sur les avions à réaction et les hélicoptères servant d'ambulance aux auxiliaires médicaux, l'antenne mise au point au CRC.

Il arrive souvent que les auxiliaires médicaux doivent demander conseil aux médecins pendant qu'ils administrent le traitement, mais ils sont parfois hors de la portée des communications radios normales.

Grâce au nouveau système du CRC, les auxiliaires médicaux peuvent maintenant utiliser le téléphone installé dans l'avion pour consulter le médecin. Dans les secondes qui suivent, le signal passe de l'avion à un satellite situé au large de la côte atlantique de l'Afrique pour revenir au CRC, d'où il est transmis par téléphone à un centre de répartition situé à Toronto et, enfin, au médecin qui prend l'appel. Le traitement peut ainsi être administré sans qu'un

médecin ait à se rendre par avion dans des régions éloignées, ce qui occasionnerait des dépenses considérables et serait peu pratique.

Le personnel du CRC procède actuellement à l'essai du système qui devrait être opérationnel à compter de l'été.

Le SARSAT constitue un autre exemple de technologie de secourisme. Le Canada est un chef de file dans la mise au point de techniques de recherche et de sauvetage au moyen de satellites. Le projet SARSAT, fruit d'une collaboration entre les É.-U., l'URSS, la France et le Canada, utilise des balises pour transmettre un signal au satellite; ce signal est capté par une station de base qui localise la personne recherchée. Près du tiers des alarmes reçues par le truchement de SARSAT proviennent du Canada.

Les scientifiques du CRC continuent de chercher à améliorer le processus de recherche et de sauvetage au moyen de satellites de plus haute altitude et de balises plus facilement transportables.

"À long terme, une personne pourra glisser dans sa poche un petit appareil émetteur et s'aventurer en toute sécurité dans les forêts", explique M. Chambers. "La miniaturisation indiquera votre position et, si cela ne suffit pas, elle indiquera à quelqu'un d'autre l'endroit exact où vous vous trouvez."

La collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux est typique de ce genre de travail, de poursuivre M. Chambers. "Ces projets se prêtent également à une coopération internationale pour de multiples raisons : les coûts impartis, le fait que les systèmes peuvent être de nature globale et le fait que le cosmos est une ressource commune."

Le groupe des Systèmes de communications par satellite prépare diverses expériences. L'une de ces expériences, menée dans le cadre d'un projet conjoint avec l'Agence spatiale européenne, s'effectuera au moyen du satellite Olympus. Dans le cadre d'une autre expérience, l'on prévoit le traitement à bord de données recueillies par satellite (gestion efficiente de tous les signaux captés et retransmis par le satellite). Enfin



John Sydor, un ingénieur des systèmes mobiles de communications par satellite, procède à l'essai de l'appareil qui est installé dans l'ambulance aérienne tel que le "Bandage 4" (petite photo), un des nombreux avions à réaction et des hélicoptères utilisés par les auxiliaires médicaux pour fournir les premiers soins dans les régions éloignées.

une autre expérience a trait à un problème courant, soit l'affaiblissement du signal lors d'une tempête.

L'industrie canadienne du satellite continue d'être à l'avant-garde dans de nombreux secteurs, malgré sa taille relativement petite. M. Chambers évalue à environ 300 le nombre de chercheurs se spécialisant dans la technologie des satellites qui sont à l'emploi du secteur public et à 3 000 ceux qui oeuvrent dans l'industrie privée, comparativement aux 20 000 chercheurs que la NASA emploie à elle seule.

"Compte tenu de l'ampleur de son effort et de son activité, le Canada fait très bonne figure. Ce succès est dans une large mesure attribuable au fait que c'est nous qui innovons et que nos systèmes n'ont pas fait défaut : ils ont continué de fonctionner alors que bien d'autres sont tombés en panne."

En 1962, le Canada lançait Allouette, son premier satellite. Nous avons été les premiers à avoir un système de communications commerciales - Télésat - et le Ministère

s'est mérité l'an dernier un Emmy pour la technologie du système HERMES auquel l'on a souvent recours en radiodiffusion.

Le Canada continue d'innover avec le MSAT - communications par satellite mobile - pour les régions éloignées. Au moyen d'une technologie semblable à celle utilisée dans le cadre du projet de service d'ambulance aérienne, le MSAT servira à l'industrie du camionnage de même qu'à l'industrie maritime et aérienne. "Le MSAT fournira éventuellement à la grandeur du pays un service de télécommunications commerciales pour les régions rurales et éloignées ainsi que des services moins coûteux de radio et de téléphone mobiles pour les utilisateurs sur terre, sur mer et dans les airs," d'expliquer M. Bob Huck, gestionnaire du groupe des Communications par satellite mobile.

D'autres efforts déployés dans ce secteur peuvent toutefois être mis en veilleuse en raison des restrictions qui touchent actuellement la mise en valeur des ressources,

souligne M. Chambers. La réduction de l'effectif se fait largement ressentir ici puisque la connaissance de cette science s'acquiert sur le tas.

"Lorsque de nouveaux employés sont embauchés, d'expliquer M. Chambers, nous risquons de n'avoir personne pour les former. Nous perdons aussi progressivement notre avance technologique parce qu'il peut nous manquer des experts dans un domaine donné."

À l'instar de la plupart des projets de recherche et de développement, il faut miser sur l'avenir. "La plupart de nos découvertes ne seront pas commercialisées avant cinq ou dix ans," affirme M. Ted Hayes, gestionnaire du groupe des Communications avancées par satellite. "Les résultats de nos travaux sur le traitement à bord de données recueillies par satellite pourront probablement être appliqués au moment où le MSAT en sera à sa deuxième ou à sa troisième génération."

Programme de mise en forme du ministère des Communications



Pour qui cherche à maintenir la forme physique de ses jeunes années, le ministère des Communications est tout indiqué. En effet, des moniteurs autorisés du YM-YWCA animent bénévolement le matin et l'après-midi des séances d'entraînement pour les employés de l'administration centrale. Dix-huit séances d'entraînement sont offertes chaque semaine. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Richard Desmarais au 990-1901. Les moniteurs et les monitrices de conditionnement physique du ministère des Communications sont ici photographiés en compagnie de Richard Desmarais, coordonnateur du programme au sein du Ministère. Dernière rangée (de gauche à droite): Christiane Chasle (ATG), Janet Witt (DGTP), Mary Heatley (Bureau des négociations commerciales), Michel Gaudreau (DGEP), Pierre Gagné (DGIR), Penny Barber (ATG), Jo-Ann Williamson (DGHR), Hélène Cholette-Lacasse (DGIE). Rangée du milieu (dans le même ordre): Lise Poirier (Justice), Darlene Simms, Louise Szabo (DGIM), Annie Dermirjian (BCP), Sylvie Roy (DGRR). Première rangée: Patti Street (ATG), Richard Desmarais (DGAT) et Tracy Stewart (DSCS). Elizabeth Gilmour (DPE) était absente au moment où la photo a été prise.

Protocole d'entente sino-canadien

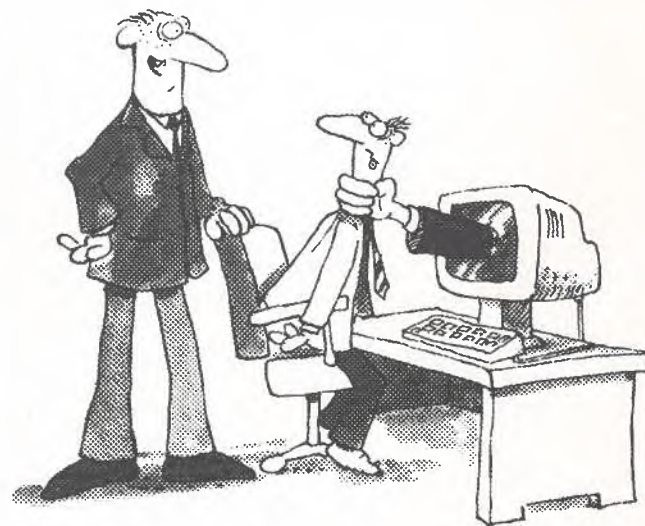
La ministre des Communications, Mme Flora MacDonald, et le vice-ministre chinois, M. Zhu Gaofeng, ont paraphé un protocole d'entente entre le Canada et la Chine en matière de coopération dans le domaine des sciences et de la technologie des télécommunications.

La cérémonie de signature du protocole s'est déroulée à Ottawa le 2 mars dernier. En vertu de ce protocole, les deux pays s'engagent à explorer la possibilité de procéder

éventuellement à des transferts de technologie.

Dans le cadre de sa visite d'une semaine, le vice-ministre a fait escale à Vancouver et à Toronto. Le vice-ministre, qui était accompagné d'une délégation de sept fonctionnaires, a eu l'occasion de visiter de nombreuses entreprises des secteurs public et privé et de se familiariser davantage avec les télécommunications canadiennes.

Farcus™



©1988 Farcus Cartoons

C'est notre nouveau système de sécurité informatisé!

Qui fait quoi

Cabinet de la Ministre



Bill Musgrove, qui était directeur du cabinet de la Ministre, a démissionné pour accepter le poste de vice-président des Ressources humaines et de l'administration à la Société de développement des exportations. Bill est ici en compagnie de la ministre des Communications, Mme Flora MacDonald et du Sous-ministre, M. Alain Gourd.

Bill Musgrove a été remplacé par **Anne Harris**, qui faisait partie du cabinet du ministre du Revenu.

Les personnes suivantes ont été confirmées dans leur poste:

Louise Crêtes, secrétaire de l'adjointe à l'Agenda;

Danielle Amyot, secrétaire de l'adjointe spéciale aux Affaires culturelles;

Nancy Tremblay, secrétaire de l'adjoint législatif.

Maria Carvalho, anciennement du Bureau du Conseil privé, est la nouvelle secrétaire du conseiller en politique à la Radiodiffusion et aux industries culturelles ainsi que du conseiller en politique aux Télécommunications. Elle remplace Mary Sarsfield qui a accepté un poste au cabinet du Sous-ministre.

Cabinet du Sous-ministre

Mary Sarsfield est la nouvelle secrétaire du chef de cabinet du Sous-ministre. Elle remplace **Lucie Richer-Portugaise** qui a quitté la Fonction publique pour poursuivre sa carrière dans le secteur privé.

Francine Gallo a été confirmée dans son poste de chef du Secrétariat de la correspondance.

Antoinette (Tony) Pilon, agente de la correspondance, a également été confirmée dans son poste.

du programme international au sein de la même direction générale.

Lynn Sabourin a été confirmée dans son poste de commis à la correspondance au sein de l'Unité de correspondance sectorielle.

Ginette Doré, auparavant de la Division du programme des initiatives culturelles, fait maintenant fonction d'agente de liaison à la politique au bureau de la DGAP.

Louise Brunet, adjointe de bureau, s'est jointe à la Division du programme d'appui aux musées de la DGMH. Elle travaillait auparavant à la Commission de réforme du droit du Canada.

Yasmine Laroche et **Louise Beaulne**, toutes deux analystes de la politique au sein de la Division de la politique des arts de la DGAP, ont été confirmées dans leur poste.

Michel Granger a été confirmé dans son poste de directeur de la Gestion du secteur.

Brian Moseley a été détaché pour une période d'un an à l'Institut canadien de conservation à titre de commis aux finances. Il travaillait auparavant à la Division de la politique financière, des systèmes et de la comptabilité de la DGFM.

Lise Legault a été promue au poste d'analyste de la politique des arts à la DGAP. Elle occupait déjà ce poste à titre intérimaire.

Sylvie Lapointe a été promue au poste d'analyste de programme à la Division de la politique et des programmes de l'édition de la DGBP. Elle occupait déjà ce poste à titre intérimaire.

ADMCM

Andrea Richardson a été promue au poste d'agente aux Services des télécommunications de la DGAT. Elle occupait déjà ce poste à titre intérimaire.

Ron Mathews a été nommé commis aux systèmes de gestion des documents au sein de la Gestion des archives de la DGAT. Avant de rejoindre les rangs du Ministère, il travaillait à Statistique Canada.

Lucie Grandmaître a été confirmée dans son poste de commis à la rémunération et aux avantages sociaux au sein de la DGHR.

Michel St-Amand a aussi été confirmé dans son poste de chef de la Dotation et de l'évaluation à la DGHR. Il était auparavant à l'emploi du ministère de la Justice.

Marcel Brazeau est détaché pour une période de douze mois à titre de technicien au Service des installations de la DGAT au

CRC. Il travaillait auparavant au Programmes des expositions mobiles.

Paul Healey a été confirmé dans son poste de dessinateur à la Section des biens d'équipement de la DGAT au CRC.

Lucie Drouin, auparavant de Statistique Canada, a accepté le poste d'adjointe en personnel pour le secteur ADMTT.

Roger Vermette a été promu au poste d'expert-concepteur en électricité à la Section des biens d'équipement de la DGAT au CRC. Il était auparavant conseiller spécial au sein de la Direction de la sécurité.

Patrick Borbey occupe le poste de directeur intérimaire des Services de gestion financière du Portefeuille de la Ministre à la DGFM. Il était auparavant à l'emploi de Travail Canada.

Paulette Wilcox, qui était à l'emploi du ministère de la Défense nationale, a accepté le poste de commis à la rémunération et aux avantages sociaux au sein de la DGHR.

Lise Fréchette, auparavant d'Approvisionnement et Services Canada, est devenue conseillère en personnel pour le secteur ADMCM.

Chuck Hunter, qui était chef de la Conception des systèmes au sein des Services de sécurité et de soutien des communications, a accepté un poste à Approvisionnement et Services Canada.

Ghislaine Parent, auparavant de Santé et Bien-être social Canada, est maintenant agente aux achats au sein de la Section du contrôle des achats et de l'inventaire de la DGAT.

Wendy Pride a été confirmée dans le poste de directrice des Opérations en personnel au sein de la DGHR.

Lise Gray, auparavant à l'emploi du ministère de la Justice, a accepté le poste d'assistante du chef de la Dotation et de l'évaluation dans les Services centralisés des Opérations en personnel de la DGHR.

ADMSM

Jo-Anne Bougie a été promue au poste de secrétaire du directeur de la Politique, de la planification et de l'évaluation pour le secteur. Elle faisait auparavant partie de la DGTA.

Arthur Carew est le nouveau gestionnaire de la Réglementation nationale et internationale à la DGRR. Il travaillait auparavant comme gestionnaire à la Section de la gestion des fréquences et de l'autorisation au sein de la même direction.

Ron Amero, anciennement de la Division des télécommunications multilatérales de la DGIR, occupe maintenant le poste de gestionnaire de la Gestion des fréquences et de l'autorisation à la DGRR.

Martin Dumas, qui travaillait auparavant à la Division technique des demandes en radiodiffusion de la DGBR, occupe maintenant au sein de la même direction le poste d'ingénieur, à la Technique de la radiodiffusion télévisuelle.

Marguerite Pearson est devenue secrétaire du directeur de la Planification, de la politique et de l'évaluation de la réglementation à la DGRR. Avant d'occuper ce poste, elle travaillait au sein de la Division de la planification des télécommunications d'urgence.

Kamal Rabbat, anciennement de la Division du développement de méthodes de mesures au laboratoire de l'avenue Clyde, occupe maintenant le poste d'ingénieur aux Procédures de normes et d'homologation au sein de la Division de la planification à long terme et de l'interconnexion de la DGEP.

Paula Ieria, préposée au traitement de texte au sein de la Division technique des demandes en radiodiffusion de la DGBR, est maintenant à l'emploi de Agriculture Canada.

Johanne Réhel, préposée au traitement de texte au sein de la Division des systèmes automatisés de la DGEP, a quitté la Fonction publique pour poursuivre sa carrière dans le secteur privé.

ADMTT

Pierre Brazeau s'est joint à la Division des systèmes intégrés à Laval à titre d'informaticien de soutien. Il était auparavant à l'emploi d'Environnement Canada.

Jan Van der Veen s'est récemment joint à la Division du développement économique et des industries de l'informatique de la DGIE à titre d'analyste de l'industrie informatique. Il travaillait auparavant à Énergie, Mines et Ressources Canada.

Josée Girard a été confirmée dans son poste d'adjointe en personnel au CCRIT.

Claudine Gérin-Lajoie est la nouvelle commis à l'approvisionnement au sein de la Direction des services administratifs du CCRIT. La remplaçante de Claudine au poste de secrétaire du directeur de la Recherche organisationnelle est **Jacynthe Beaupré** qui travaillait auparavant au Bureau du Vérificateur général.

Qui fait quoi
suite à la page 6

Qui fait quoi suite de la page 5

François Gouin a quitté le secteur privé pour se joindre au Ministère à titre de chercheur en optoélectronique à la DGCD.

Danielle Charpentier, qui travaillait auparavant à l'ATG, a accepté le poste de secrétaire du directeur de la Gestion et de la planification.

Michael Moher est ingénieur en systèmes de communication à la DGRC. Il travaillait auparavant dans le secteur privé.

Mariella Penna est la nouvelle secrétaire du directeur général des Télécommunications gouvernementales. Elle était auparavant secrétaire du directeur de l'Analyse des politiques fiscales et stratégiques à la DGSP.

Lynda Pilon, auparavant d'Approvisionnements et Services Canada, s'est jointe à la Division de la gestion des systèmes de télécommunications de l'ATG à titre de commis à la révision.

Donald Ransom s'est joint à la Division de la finance et de l'administration de l'ATG à titre de

commis à la répartition des coûts. Donald travaillait auparavant au ministère des Finances.

Shantnu Mishra est le nouveau spécialiste en mesure de fréquences radio au laboratoire David Florida de la DGSTA. Il travaillait auparavant au Conseil national de recherches du Canada.

Amyot Bachand, auparavant du CCRIT, a été détaché pour une période de deux ans à la Commission de la Fonction publique.

Jocelyne Sylvestre-Lamarche, secrétaire du ADMTT, a quitté son poste au Ministère pour se joindre aux Affaires indiennes et du Nord.

Robert Boucher, qui était adjoint aux services des télécommunications au bureau de la région de la Capitale nationale de l'ATG, est maintenant à l'emploi des Archives nationales.

Louise Houle a été promue au poste d'agente de budget au sein de la Division de la finance et de l'administration de l'ATG. Avant sa nomination, elle travaillait au sein de la même division.

Molica Lam a été mutée au poste d'analyste des systèmes au sein de la Division de la finance et de l'administration de l'ATG.

Région de l'Atlantique

Lise Sévigny s'est jointe au bureau de district de Saint John à titre d'adjointe administrative. Elle travaillait auparavant au ministère des Travaux publics à Saint John (N.-B.).

Pierre Boudreau, anciennement directeur général adjoint du bureau régional de Moncton, a accepté le poste de directeur général de la région de l'Atlantique.

Région du Québec

Michèle Vanier s'est jointe à l'ATG à titre de conseillère en systèmes au bureau de district de Montréal. Avant d'occuper ce poste, elle travaillait dans le secteur privé.

June Anderson a été détachée à la ville de Montréal pour une période de douze mois où elle travaille comme agente de planification. Elle était auparavant agente au sein de la Division des programmes culturels à Montréal.

Région de l'Ontario

David Nicholas et **Frank Barron**, inspecteurs radio au bureau de district de Toronto, ont quitté le Ministère pour poursuivre leur carrière dans le secteur privé.

Joan Corcoran-Kearley, auparavant adjointe en personnel au bureau régional de l'Ontario, a accepté un poste à Agriculture Canada.

James Britton s'est joint à la région de l'Ontario à titre de conseiller régional des finances. Il travaillait à Emploi et Immigration Canada.

Gérald Bonnefoy est le nouveau inspecteur en chef du bureau auxiliaire de Kenora. Il travaillait auparavant dans la région du Centre.

Deux employés de Douanes et Accise Canada se sont récemment joints au bureau régional. Il s'agit de **Katherine Mathews**, conseillère régionale en personnel, et de **Mandy Tam**, commis du Service des documents centraux.

Linda Kolli s'est également jointe au groupe de l'administra-

tion à titre de commis du Service des documents centraux. Elle travaillait auparavant dans le secteur privé.

Région du Pacifique

Carol McGrath, gestionnaire régionale du Service du personnel, des finances et de l'administration, assume dorénavant la responsabilité de la Section des finances.

Frank Tusko, gestionnaire régional de la Planification des programmes, est maintenant chargé de la planification d'urgence, de la planification régionale et de l'examen des activités ainsi que de la coordination du SIGS.

Longs états de service

35 ans — **James Cullen**, gestionnaire régional du Service de l'autorisation au bureau régional de Moncton.

25 ans — **Glen Ritchie**, gestionnaire des Services régionaux du spectre au Centre d'Acton en Ontario.

25 ans — **Lloyd Burton**, inspecteur radio au bureau auxiliaire de Corner Brook à Terre-Neuve.

Ont pris leur retraite

Ronald Joseph, inspecteur radio au bureau de district de Saskatoon, a pris sa retraite après 30 ans de service dans la Fonction publique.

Russell Webber, chercheur à la Division de la propagation radioélectrique, a pris sa retraite après 25 ans de service.

Arnold Duke, gestionnaire des Normes et de l'homologation des systèmes de télécommunications à la DGEP, a pris sa retraite après 14 ans de service.

Ed Harrison, directeur des Services de sécurité et de soutien des communications de l'ADMCM, a pris sa retraite après 44 ans de service.



John Colbert, gestionnaire du service de création visuelle de la DGAT au CRC a pris sa retraite après 43 ans de service. Lors de la réception donnée en son honneur, on lui a remis une caricature de Peter Mitchell.



Ralph Hutchison (à gauche), gestionnaire de la Division de la propagation radioélectrique de la DGRC, a pris sa retraite après 30 ans de service. Jack Belrose, directeur de la Propagation radioélectrique, lui remet le certificat.



Leslie Pike, conseiller supérieur du coordonnateur du secteur DAP de l'ADMCM, a pris sa retraite après 36 ans de service dans la Fonction publique. Leslie est en compagnie de Robert Gordon, sous-ministre adjoint, de la gestion du spectre et des opérations régionales (à gauche) et de Ken Hepburn, sous-ministre adjoint principal.



Suzanne Mauviel, qui était auparavant directrice de la Planification et du perfectionnement des ressources humaines à la DGHR, a pris sa retraite après 14 ans de service dans la Fonction publique. Jean-Claude Bouchard, directeur général de la Gestion des ressources humaines, lui remet le certificat.